

ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ NORD PAS-DE-CALAIS - Bulletin n°31 – Juin 2007

AFPS 59-62 MRES (Maison Régionale de l'Environnement et de la Solidarité- ex-MNE)
23, rue Gosselet - 59000 - LILLE Site : www.nord-palestine.org Bulletin : JPC@nord-palestine.org

Ce bulletin est une lettre destinée aux adhérents de l'association. Il ne paraîtra plus sur le site nord-palestine.org, mais seulement sur la page "spécial adhérents". Distribué par courrier électronique à ceux qui nous ont communiqué leur adresse email, il est aussi envoyé sur papier par La Poste à ceux qui n'ont pas l'accès à l'Internet. Merci de nous faire connaître votre nouvelle adresse pour réduire le coût des envois postaux.

40 ans d'occupation des territoires palestiniens ça suffit !

C'est sur la base de l'appel international «40 ans d'occupation des territoires palestiniens ça suffit ! » que l'AFPS Nord - Pas de Calais a proposé, de manifester à Lille, dans le cadre d'un mouvement porté par le sommet international alter mondialiste de Nairobi de soutien aux revendications nationales du peuple palestinien. C'est le 9 juin qui a été retenu. Des manifestations importantes sont annoncées à Londres, Madrid, Bruxelles. A Douai une conférence réunira les amis de la Palestine la veille.

C'est la manifestation que nous avons choisi de proposer à nos nombreux partenaires. Cela répond, et à la gravité de la situation du peuple palestinien, et à l'impuissance de la communauté internationale à faire respecter ses droits. Une impuissance fondamentalement liée à la politique des États unis au Moyen Orient. Le soutien des USA à Israël, même à ses pires exactions, ne se dément pas. Il est indispensable d'indiquer, par une mobilisation à la hauteur de l'enjeu, que nous ne nous résignons pas à l'impuissance des dirigeants. C'est à la solidarité active de notre peuple que nous faisons appel pour le peuple palestinien.

Nous sommes pleinement respectueux du processus électoral dans notre pays. L'AFPS Nord - Pas de Calais interroge d'ailleurs les candidats aux législatives, comme cela fut fait nationalement pour les présidentielles. Nous avons estimé cependant nécessaire une expression publique forte sur la Palestine, dont le sort ne doit pas tomber dans l'oubli.

Ceci est d'autant plus nécessaire que, sur Gaza comme en Cisjordanie, ces derniers jours, les violences israéliennes se sont multipliées. A Naplouse jumelée avec Lille, le maire a été capturé et à proximité le Ministre de l'Éducation.

La décision de l'ONU sur le Liban, à propos du tribunal international : « le recours à la force » pour obtenir le respect ses décisions, celle du Quartet, réuni à Bruxelles, d'exiger de l'Autorité palestinienne d'user de tous les moyens afin de mettre fin à la violence, ne peuvent que provoquer la colère.

Deux poids, deux mesures, ça suffit ! allons nous crier ensemble dans les rues de Lille. Le gouvernement français doit faire face à ses obligations. Ensemble parce que, le 9 juin, la manifestation a été le fruit d'un travail d'équipe des responsables de l'AFPS, un travail d'équipe auquel ont été associés nombre de ses amis. Travail d'équipe aussi avec les associations, syndicats, et organisations politiques qui ont signé l'appel régional à manifester. C'est à ce renforcement de ce travail commun pour la Palestine auquel l'AFPS Nord - Pas de Calais se doit de travailler sans exclusive.

Jean-François LAROSIERE, Président de l'AFPS Nord - Pas-de-Calais

Le conseil de l'AFPS Nord Pas de Calais se réunit le vendredi 15 juin de 17 h 30 à 19 h à la MRES salle Moulin. Ce conseil sera suivi à 19 h d'une réunion des adhérents.

Celle-ci se déroulera avec la participation de Nabil El Hagggar qui animera la discussion.

Il est prévu que cette réunion se termine à 21 h. Un apéritif sera proposé aux participants.

Compte-rendu de la réunion du CA le 11 mai 2007

4 membres du Conseil : Valérie Z, Jean-François, Jean Claude W, Malika B, Jean-Pierre C
+ 4 invités : Jean-Jacques A, Fayçal A, Annie T

1 Congrès national (exposé des interventions au Congrès demain 12 mai)

Jean-François : - Question des partenaires avec lesquels travaille l'AFPS : partenaires syndicaux sous-estimés. Façon dont le national a géré le problème de l'AFPS 59/62 avec la création du groupe de Roubaix La manifestation du 9 juin à Lille

Jean-Jacques : - Orientation générale des actions : pas volonté d'aller sur le terrain et de convaincre (hésitations liées au changement politique en Palestine), d'élargir la base sociologique. - Le boycott

Candidatures au CA national : Jean-François L. et Christine P.

2 Restructuration de l'AFPS 59/62

Courrier envoyé aux responsables des groupes: exemplaire de statuts et proposition de 3 solutions possibles. Information des adhérents pour les inviter au débat dans les différents groupes et remontée au CA avant l'AG en septembre/octobre qui décidera de la nouvelle organisation.

Courrier envoyé aux responsables des groupes : exemplaire de statuts et proposition de 3 solutions possibles. Information des adhérents pour les inviter au débat dans les différents groupes et remontée au CA avant l'AG en septembre/octobre qui décidera de la nouvelle organisation.

Vis-à-vis du groupe AFPS de Roubaix, récemment mis en place sans l'accord du CA de l'AFPS 59/62, ce qui pose des problèmes statutaires, le CA se place sur le terrain du dialogue comme sur celui des règles du travail en commun.

3 Actions prévues prochainement :

- 30 mai : 18h30 : film de Simone Bitton « histoire d'une terre » suivi d'un débat avec Nabil. El Hagggar et Rudolf Bkouche, exposition de photos de Geneviève Caré à la salle de spectacle de la MJC de Mons
- 3 juin : « Tous au Sud » : fête du quartier de Lille Sud
- 6 juin : Info Palestine au café citoyen : Rencontre avec Abbud, citoyen de Naplouse à 19h30
- 8 juin : Conférence sur l'eau en Palestine : 19h Maison des associations de Douai avec Ribau Patrick, professeur à l'université de Jussieu.
- 9 juin 14 h Gd place à Lille : manifestation régionale : « 40 ans d'occupation des Territoires palestiniens, ça suffit ! » avec tenue de stands sans doute place Richebé de 12 h à 16 h.
- 11 juin : à 19 h, café citoyen : rencontre avec Éric Hazan directeur de Éditions La Fabrique et auteur de l'ouvrage : *Notes sur l'occupation* (Naplouse, Kalkilya, Hébron), La Fabrique éditions, Paris 2006.
- 15 juin réunion du CA à 17 h 30 suivie d'une réunion d'adhérents à 19 h.

4 Trésorerie et adhésions

Déficit pratiquement résorbé.

Une valise sera mise à disposition du groupe lillois : Annie en est responsable.

Catherine et Malika se chargent de l'huile pour le groupe lillois.

Adhésions : 2005 : 105 adhérents

2007 : 14 adhérents à Douai. Départ de 10 adhérents vers le groupe de Roubaix ; le nombre d'adhérents devrait donc être sans Douai et Roubaix de 72 ; il est de 46.

Les adhérents n'ayant pas ré adhéré seront contactés.

COTISATION AFPS NORD PAS-DE-CALAIS / CSPP - Comité de Soutien au Peuple palestinien

Notre association ne peut pas vivre sans votre cotisation

- **Cotisation normale : 54 €**
- Tarif réduit (pour ressources modestes et parrains) : 27 €
- Cotisation "précaire" 10 € - Cotisation de Soutien : 80 € ou plus
5 € d'abonnement à "Palestine Solidarité" sont inclus dans le prix de chaque cotisation
- Je soutiens les activités de l'AFPS et lui adresse un don de €
- Je m'abonne également à "Pour La Palestine" et ajoute 11 € à ma cotisation.
- Je m'abonne à "Pour La Palestine" sans adhérer : 22 €
- J'adresse un don pour "SOS Palestine" de €

Chèque à l'ordre de l'AFPS Nord Pas-de-Calais à renvoyer au siège de l'AFPS (voir en tête du bulletin)

L'AFPS NORD-PAS DE CALAIS : VERS QUELLE STRUCTURE ?

Depuis sa création en 2003, notre association a grandi et la nécessité d'un travail plus proche du terrain d'une part, la réforme des statuts nationaux d'autre part, ont abouti à la question de la création de « groupes locaux ».

La mise en œuvre de ces Groupes Locaux est complexe et pose un certain nombre de problèmes auxquels il est impératif de réfléchir.

Dans la perspective d'un fonctionnement démocratique, le CA propose qu'une base de réflexion soit soumise à chacun des groupes existant « de fait » : il y a donc quatre groupes de réflexion, ouverts à tous les adhérents qui souhaitent y participer : Lille, Roubaix, Douai, Seclin.

Si vous souhaitez participer à cette réflexion, rapprochez vous du responsable de votre groupe local: Jean-Jacques Angelini, Jean-Claude Willem, Jean-François Larosière ou Christine Poulain.

De son côté, le CA mènera sa propre réflexion. Nous aimerions que le résultat de ce travail soit communiqué au CA pour la rentrée de septembre afin qu'une AG soit convoquée en décembre et que les adhérents aient une perspective claire d'adhésion en janvier 2008.

Pour le CA, Valérie Z.

AGENDA

Voir : www.nord-palestine.org/agenda.htm

Mercredi 6 juin à 19h30, Abbud, citoyen de Naplouse, viendra nous rencontrer; témoignage et photos. Café citoyen (Lille 7 place du vieux marché aux chevaux - métro République)

Vendredi 8 juin 19 h à Douai Maison des associations :

Conférence sur l'eau en Palestine avec Patrick Ribau, professeur à l'université de Jussieu.

Samedi 9 juin à 14 heures à Lille sur la Grand place (Place du Général de Gaulle)

MANIFESTATION : Journée internationale d'action
Le monde dit NON à l'occupation israélienne !
40 ans d'occupation des Territoires palestiniens : ça suffit !

Parcours du défilé à partir de la Grand place, rue Faidherbe, Euralille, rue Faidherbe, Grand place, rue Nationale, rue de l'hôpital militaire et place Richebé (stand)

Lundi 11 juin à 19 heures au Café citoyen (voir au 6 juin), Éric Hazan, directeur des Éditions La Fabrique et auteur de l'ouvrage "Notes sur l'occupation" (Naplouse, Kalkilya, Hébron), est invité par l'UJFP et le Collectif "Hors les Murs" Voir <http://rebellyon.info/article3191.html>

Samedi 9 juin 2007, journée internationale d'action pour appeler partout dans le monde nos gouvernements à :

- Reprendre l'aide économique de l'Union Européenne à l'Autorité Palestinienne.
- Prendre des mesures urgentes pour contraindre l'État israélien à appliquer le droit international, à savoir le retrait des Territoires occupés depuis 1967, démantèlement de toutes les colonies israéliennes de Cisjordanie et de Jérusalem-Est, démolition du Mur ;
- Suspendre l'accord d'association liant l'Union Européenne et Israël tant que ce dernier bafouera les droits de l'homme et le droit international ;
- Agir pour la tenue d'une conférence internationale sur le Proche-Orient - sous l'égide de l'ONU - pour la création, dans les frontières de 1967, et aux côtés de l'Etat d'Israël, d'un Etat palestinien viable et indépendant avec Jérusalem-Est pour capitale.

Déclaration commune

Depuis la guerre de 1967, **depuis 40 ans, l'État israélien occupe la bande de Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est.**

Depuis 40 ans, l'État israélien poursuit méthodiquement la désagrégation de la société palestinienne et l'annexion des Territoires palestiniens.

Depuis 40 ans, l'État israélien poursuit la colonisation de Jérusalem-Est, ville physiquement coupée de la Cisjordanie et interdite d'accès aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Après la guerre de 1967 le gouvernement israélien a annexé Jérusalem-Est pour déclarer, au mépris du droit international, Jérusalem capitale de l'État d'Israël. Depuis, la ville est entourée de colonies l'isolant du reste de la Cisjordanie.

Quelles que soient les origines immédiates de **la guerre de juin 1967** celle-ci **est la conséquence de l'injustice commise à l'encontre des habitants de la Palestine en 1948 avec la création de l'État d'Israël.** Depuis bientôt 60 ans, Israël refuse l'application de la résolution 194 de l'ONU qui déclare le droit au retour dans leur pays des réfugiés palestiniens chassés pendant la guerre de 1948.

Alors que **les Palestiniens ont accepté en 1988 le principe de l'existence côte à côte de deux États**, le palestinien et l'israélien, sur la frontière de 1948, l'État d'Israël refuse toujours de reconnaître les droits nationaux du peuple palestinien et remet en cause la frontière de 1948 avec la **création et l'extension de la colonisation dans les territoires conquis en 1967.** Aujourd'hui, **ce sont plus de 460.000 colons israéliens qui sont installés dans les Territoires palestiniens occupés** (260.000 en Cisjordanie et 200.000 à Jérusalem-Est) et qui bénéficient à leur usage exclusif de réseaux routiers et d'infrastructures construits à l'intérieur des territoires palestiniens : **des méthodes qui s'apparentent à celles de l'apartheid !**

La colonisation de territoires occupés s'accompagne de la **destruction du tissu social et économique palestinien** comme pour mieux rendre impossible toute mise en place d'un État palestinien à venir. Ainsi l'État d'Israël marque sa volonté de contrôle de la Palestine **comme s'il attendait le moment où celle-ci intégrera l'État d'Israël.**

Pour mieux marquer son territoire, l'État d'Israël construit, sous prétexte de sécurité, un Mur à travers la Cisjordanie, détruisant sur son passage le cadre de vie des Palestiniens et séparant les habitations des Palestiniens de leur champs. **Malgré la condamnation par la Cour Internationale de Justice, la construction du Mur continue.**

Quant aux Palestiniens qui sont restés à l'intérieur de l'État d'Israël après 1948, ils sont soumis à une discrimination institutionnalisée et à la confiscation des terres qu'ils possèdent comme cela se passe au Neguev.

Malgré de nombreuses résolutions de l'ONU, **l'État d'Israël se moque du droit international**, mais il est vrai **qu'il bénéficie du soutien complice des États-unis et de l'Union Européenne et par conséquent de l'impunité.**

L'inaction ou la complicité de la communauté internationale face à l'occupation militaire israélienne doit cesser !

**Elle bloque toute perspective de paix et de sécurité
pour tous les peuples de la région !**

Signataires : AFPS, UJFP, CBSPP, Collectif Hors les murs, Communauté palestinienne du Nord, CSP 59, Collectif Afrique, Ligue des Droits de l'Homme, MRAP, Union locale CGT Douai, FSU, Union syndicale Solidaires, les alternatifs, LCR, PCF, coordination communiste, Les verts, Union départementale CGT Nord, Les Jeunesses communistes.

COMMUNIQUE DE L'AFPS 59-62

Libérez immédiatement les responsables et élus arrêtés

Le gouvernement israélien vient d'arrêter ce matin une trentaine d'élus et de responsables politiques palestiniens en Cisjordanie. Cette opération intervient après les raids sanglants à Gaza et menaces d'assassinats sur les dirigeants palestiniens dont le premier ministre.

C'est à une véritable escalade que se livre ce gouvernement dans sa volonté de rendre impossible, après la constitution, et la consolidation, d'un gouvernement d'union en Palestine, tout règlement du conflit pouvant conduire à l'existence, comme à la reconnaissance, d'un Etat palestinien. Parmi les victimes de ces arrestations arbitraires, il y a là tout un symbole : le Ministre de l'Education et le maire de Naplouse, ville avec laquelle Lille est jumelée.

L'Association France Palestine Solidarité Nord - Pas-de-Calais assure le peuple palestinien, en particulier la population de Naplouse, de sa solidarité dans ces circonstances tragiques, comme à ses élus, en particulier la municipalité de Naplouse.

Elle exige la libération immédiate de tous ceux qui viennent d'être arrêtés.

Elle renouvelle sa demande, formulée lundi dernier auprès du Ministre des affaires étrangères, d'un engagement de la France, avec ses partenaires, dans une politique visant à arrêter les agressions israéliennes en cours, comme à s'acheminer vers un règlement du conflit sur la base des résolutions de l'ONU, notamment avec la création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 avec Jérusalem Est comme capitale.

Elle demande à la municipalité de Lille et à son maire de prendre tous les moyens à sa disposition afin d'assurer la population de Naplouse de la solidarité des Lillois, comme de sa solidarité avec la municipalité palestinienne. Il faut barrer la route à «un massacre de la démocratie» selon la formule du ministre palestinien de l'information Mustapha Barghouthi. Dans ces circonstances la réussite de la manifestation à Lille le 9 juin: «quarante ans d'occupation des territoires palestiniens ça suffit!» ne prend que plus d'importance.

Lille le 24 mai 2007

COMMUNIQUE DE L'UJFP (Union Juive Française pour la Paix) Le 22 mai 2007

GAZA : TERRITOIRE OCCUPÉ, TERRITOIRE ASSIÉGÉ

► Dr. Kouchner, vous avez déclaré (Le Monde du 18 mai) "J'entends bien continuer à être du côté des opprimés". Alors nous vous interpellons solennellement : que comptez vous faire, au nom de la France et pour l'Europe ?

« Le monde entier regarde sans rien faire les Palestiniens s'entretuer à Gaza, ils sont bien contents même : On demande aux Palestiniens de payer le prix de la politique israélienne et américaine et aussi de la politique arabe. La seule vraie raison de cet affrontement c'est qu'ils ont mis Gaza sous une incroyable pression économique politique et militaire »

Nassar Ibrahim co-directeur de l'AIC (Centre d'information alternative) Bethléem,
interview du 17 mai 2007 sur le site de l'AIC.

Encore et encore il faut expliquer que Gaza est toujours occupée. Le retrait unilatéral de Gaza ne l'a pas libérée de l'occupant, bien au contraire, ce territoire cumule le statut de territoire occupé à celui de territoire assiégé.

Entièrement sous contrôle aérien, maritime et terrestre, enfermé derrière une barrière électronique de sécurité, Gaza est bombardée tous les jours depuis le retrait. On parle aujourd'hui en Israël de construire un second mur pour créer une « zone tampon » autour de ce morceau de Palestine qui contient un million et demi de personnes.

Le 17 mai Benyamin Netanyahu (chef du Likoud, la droite nationaliste israélienne) a proposé dans un discours d'y faire couper l'eau et l'électricité.

Depuis les élections palestiniennes qui ont donné la majorité au Hamas, les gouvernements européens et américains ont ajouté à cette situation dramatique le déni de démocratie par les sanctions économiques sur l'occupé.

C'est dans ce contexte d'occupation et d'asphyxie qu'il faut examiner ce qui s'y passe ces derniers jours.

Ainsi soumis aux pressions politiques, économiques et militaires, à la fois israéliennes et internationales, les partis palestiniens tombent dans le piège qui leur est tendu et les factions armées du Fatah et du Hamas s'entretuent pour le pouvoir.

Quel pouvoir ? Gérer l'occupation à la place de l'occupant, sans moyens, sans nourriture, sans eau, sans économie et sous les bombardements... C'est un simulacre et une mascarade qui servent très exactement les plans israéliens.

En refusant d'accorder le moindre intérêt aux différentes tentatives palestiniennes de recherche d'un accord Fatah-Hamas, avec le document des prisonniers, les accords de la Mecque dans lesquels - il faut le rappeler - le Hamas accepte l'idée d'un État palestinien sur les territoires de 1967, plus récemment l'appel de Marwan Barghouti, et même la proposition saoudienne de paix globale, les États-Unis et l'Europe servent encore la politique israélienne : disqualifier tout partenaire palestinien pour empêcher toute tentative de paix.

Pousser au désespoir et à l'affrontement les différents groupes armés et précipiter la désagrégation totale de la société palestinienne.

Ainsi les Israéliens n'ont pas besoin d'envahir Gaza à nouveau, les Palestiniens y font eux même le travail.

Il suffit de garder les portes de la prison et d'y empêcher toute entrée de nourriture, de marchandise, d'argent et d'espoir. Cela fabrique des enragés qui s'entretuent.

Cela sert-il la paix ? Les roquettes artisanales Qassam tirées sur la ville israélienne de Sderot en face de la Bande de Gaza, ne sont qu'une illustration de cet enfermement.

La « réussite » de cette politique a toutes les chances de mettre fin pour des années aux chances de paix, et donc de sécurité pour les deux peuples. La recherche de sécurité pour légitime qu'elle puisse être ne peut constituer le fondement d'un processus de paix, qui doit répondre aux aspirations de deux peuples.

Il n'y a pas de paix unilatérale, sauf la paix des cimetières.

Seule la fin de l'occupation et du siège et la reconnaissance et le respect de partenaires peuvent permettre de mener de vraies négociations en vue de construire la paix.

Le désespoir immense des Palestiniens ne peut qu'engendrer une immense colère envers Israël et tous les gouvernements qui le soutiennent sans honte.

Pourtant il n'est pas trop tard pour rétablir l'équilibre d'une politique européenne qui pose des limites à Israël et exige l'application des décisions internationales votées notamment par la France.

Le nouveau ministre français des Affaires étrangères, spécialiste des catastrophes humanitaires, n'a pas eu un mot sur Gaza, et sur les territoires palestiniens occupés ni avant ni depuis sa nomination : Dr. Kouchner, vous avez déclaré (Le Monde du 18 mai) "J'entends bien continuer à être du côté des opprimés". Alors nous vous interpellons solennellement : que comptez vous faire, au nom de la France et pour l'Europe ?